



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques

001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[6 951 235]

=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[6 092]

Commentaires <https://www.statista.com/statistics/440521/gross-domestic-product-gdp-per-capita-in-serbia/>

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[8 471]

NA

Commentaires <https://www.stat.gov.rs/sr-Latn/oblasti/trziste-rada/zarade>

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[117.58]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires This is on 1/1/2021 in Euro

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire

006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/

ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	258 060 016 [] NA [] NAP	251 414 052 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	130 647 531 [] NA [] NAP	128 851 856 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	6 776 632 [] NA [] NAP	3 587 801 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	119 073 967 [] NA [] NAP	117 458 464 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	48 477 [] NA [] NAP	41 812 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	1 241 791 [] NA [] NAP	1 204 921 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	271 618 [] NA [] NAP	269 198 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Other: Additional furniture for new court buildings

Part of the legal aid budget is included in "justice expenses" and cannot be calculated separately

The methodology of collecting budgetary data has been changed with cooperation with CEPEJ.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	293 146 909 [] NA [] NAP	279 484 639 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	(X) Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur () Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : Litigants must pay a court fee to initiate a proceeding at court of general jurisdiction in civil matters. This is also the case in criminal matters, when the criminal proceeding is conducted on a private lawsuit.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Court fees are calculated in accordance with the Law on Court Fees. The employees at the court administrative office determine the amount of court fees by the rules and scales (formulas) established in the Tariff of Court Fees, which is an integral part of the Law on Court Fees, with calculations depending on the type of dispute/procedure, the value of the dispute and court actions, as well as court jurisdiction. Court fees in litigation and enforcement proceedings are determined in the context of the minimum and maximum amounts. For example, before a court of general jurisdiction specified in the minimum amount of 16 € (for value of the dispute up to 772 €), up to a maximum fee of 806 € for the claim and counterclaim, as well as for the trial verdict. In civil, enforcement, and some non-contentious proceedings, as well as in administrative disputes, taxes are paid according to the value of the dispute at the time of filing law suits, and as the value of the dispute is the main claim, except in clearly specified subjects of dispute, when the law provides for a lump amount (ex. in proceedings for the determination or denial of paternity). If the value of the disputed cannot be determined, or if its value is not determined by the law, as the value in a civil action is taken the amount of 124 €, while the amount for the enforcement procedure for example is 62 €, regardless of which court has jurisdiction to resolve the dispute. On the other hand, tariff no. for privately initiated criminal proceedings provide for a lump sum amounts (ex. 8 € per private criminal lawsuit and counterclaim). The charged fees are an income to the budget of the Republic of Serbia.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[143]

NA

NAP

Commentaires When filing a lawsuit, a litigant must pay a fee. The amount of the fee depends on the value of the dispute.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[39 619 142]

NA

NAP

Commentaires Due to covid19 situation, fewer lawsuits have been initiated and therefore fewer fees have been paid than in the previous years.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires TOTAL - Annual approved public budget allocated to legal aid (1 + 2) Total budget approved for 2020 was 6 million EUR. Nevertheless, due to COVID 19 and the fact that the budget was not spent during that budgetary year, there have been some adjustments to the total amount. 1. for cases brought to court (court fees and/or legal representation)

2. for cases not brought to court (legal advice, ADR and other legal services)

Serbian law stipulates funding from the state budget and local self-government budget for cases brought to court (court fees and/or legal representation), as well as for mediators and public notaries as providers of free legal aid. These cases are funded 50% from the state budget and 50% from local self-government budget. The actual payment takes place following the completion of a certain phase of the proceedings. Given that the law started implementation on October 1st 2019, most cases brought to court have not yet been finalized.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : TOTAL - Annual implemented public budget allocated to legal aid (1 + 2)

If the public budget actually implemented regarding legal aid is different from the annual approved public budget allocated to legal aid,

please indicate the main reasons for the differences:

Data shall be available for the next report.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Legal aid does not include coverage or exemption from court fees. Exemption from fee payment is regulated by the Law on court fees.

Article 9

The Republic of Serbia, state bodies and special organizations, bodies of the autonomous province and bodies of local self-government units, Red Cross organizations, as well as dependents in proceedings related to legal subsistence and persons demanding payment of the minimum wage are exempt from paying the tax.

The fee for submissions and actions is not paid by persons who donate their property to the Republic of Serbia, social-humanitarian, scientific or cultural organizations, institutions or foundations or renounce property rights on real estate in their favor or cede other real rights on real estate without compensation.

A foreign state is exempt from paying the tax if it is provided by an international agreement or under the condition of reciprocity.

In case of doubt about the existence of reciprocity, the opinion is given by the ministry in charge of justice.

A party in a non-litigation procedure is exempt from paying the fee for actions or procedures entrusted by the court to a notary public.

The parties are exempt from paying the fee if the civil proceedings are completed by the day of the conclusion of the first hearing for the main hearing through mediation, court settlement, recognition of the claim or waiver of the claim.

Article 10

The court may exempt the taxpayer from paying the tax if by paying the tax, having in mind the amount of funds from which the taxpayer and members of his household support themselves, those funds would be reduced to such an extent that their social security would be endangered.

The decision referred to in paragraph 1 of this Article shall be made by the first instance court on the proposal of the taxpayer. Before making a decision, the court will assess all the circumstances, and in particular will take into account the value relevant for the collection of the tax, the total income of the taxpayer and members of his household, the number of persons supported by the taxpayer.

For the purposes of this law, a household means a community of living, earning and spending the earned income.

Dependents, in terms of this law are:

- 1) minor children, ie adopted children,
- 2) children, ie adopted children in regular schooling or part-time studies, if they are unemployed - up to the age of 26,
- 3) grandchildren, if their parents do not support them and if they live in a household with the obligor,
- 4) spouse and
- 5) parents, ie adoptive parents.

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

Montant calculé/estimé inclus

La couverture des taxes / frais de justice	() Oui (X) Non [] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	40 654 710 [] NA [] NAP	39 831 571 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP
Autre ministère	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP
Tribunaux	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [] NAP

Organisme d'inspection	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

**014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?
En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :**

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	<input type="checkbox"/>]	<input checked="" type="checkbox"/> X]
Evaluation des besoins particuliers	<input type="checkbox"/>]	<input type="checkbox"/>]
Nombre de juges/non juges	<input type="checkbox"/>]	<input checked="" type="checkbox"/> X]
Nombre d'affaires nouvelles	<input type="checkbox"/>]	<input type="checkbox"/>]
Nombre d'affaires pendantes	<input type="checkbox"/>]	<input checked="" type="checkbox"/> X]
Nombre d'affaires terminées	<input type="checkbox"/>]	<input type="checkbox"/>]
Autre	<input type="checkbox"/>]	<input type="checkbox"/>]

NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP	() Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	307 027 282 [] NA [] NAP	290 679 172 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : All data was collected except information from the State Council of Prosecutors, we did not obtain data from them

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP

Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur des procureurs	() Oui () Non [] NAP
Cour constitutionnelle	(X) Oui () Non [] NAP
Service de gestion du système judiciaire	() Oui () Non [X] NAP
Service de l'avocat d'Etat	(X) Oui () Non [] NAP
Service de l'exécution	() Oui (X) Non [] NAP
Notariat	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'expertise légale	() Oui (X) Non [] NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	(X) Oui () Non [] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'immigration	() Oui (X) Non [] NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	(X) Oui () Non [] NAP
Autres	() Oui (X) Non [] NAP

Si « Autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- Court Rules of Procedure - Article 2

The internal organization and work of the court are separate from the trial and include administrative, technical, professional, informational, financial and other supporting activities important to the judiciary.

These activities are organized in such a way that the court performs its function legally, timely and efficiently, in order to make it easier for the parties to perform their work in court at the lowest possible cost.

Article 3

The President of the Court (hereinafter: the President) shall take care of the implementation and proper application of the Rules of Procedure by issuing orders and instructions.

The application of the Rules of Procedure is supervised by the ministry in charge of judicial affairs (hereinafter: the ministry), through a person authorized to supervise.

Article 7

The president heads the court administration. The President may entrust certain tasks of the court administration to the Deputy President and the Presidents of the Departments.

The president of the court cannot be entrusted with deciding on the rights of judges on the basis of work, determining the annual work schedule, deciding on the employment of court staff when determined by law, as well as on removing judges and lay judges from office.

In larger courts, a special organizational unit for performing court administration tasks may be organized, which is managed by the court organizer (court manager).

In court affairs, the president is assisted by the court secretary and the court manager

Article 14a

The court has a court secretary.

The secretary of the court assists the president of the court in performing the tasks of the court administration which contribute to the realization of the function of the president of the court, in accordance with the law, these rules of procedure and the act on internal organization and systematization of jobs in the court.

If the court does not have a court manager, the president may entrust organizational and technical affairs to the court secretary.

Article 14b

A court of republic rank, an appellate court and a court with 30 or more judges have a court manager.

If there are seats of several courts in one place that do not meet the conditions referred to in paragraph 1 of this Article, those courts shall have a joint court manager, whose position shall be systematized in the court of general jurisdiction of the highest degree in that place.

Notwithstanding paragraph 1 of this Article, if several courts are located in the same building, they may have a joint court manager whose position is systematized in accordance with the agreement of the president of those courts.

The president entrusts the court manager with the organization and coordination of material-financial and organizational-technical affairs.

The manager of the court is responsible to the president of the court for the tasks entrusted to him.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné

?

- Rulebook on administration in Public Prosecutor's Offices Article 1

This rulebook regulates the administration in public prosecutor's offices.

The Public Prosecutor's Office consists of the Public Prosecutor, Deputy Public Prosecutors and employees who perform professional, administrative-technical and other tasks.

The work of the Public Prosecutor's Office is managed by the Public Prosecutor, who is the holder of the administration in the Public Prosecutor's Office and is responsible for the proper and timely work of the Public Prosecutor's Office.

Article 2

The Administration in the Public Prosecutor's Office includes the management of the Public Prosecutor's Office, tasks and authorizations related to the organization of work, material, financial, administrative and other tasks that ensure proper, accurate, timely and lawful work of the Public Prosecutor's Office. prosecution; use of public prosecutor's office features, official language and script; arranging and organizing the work of the public prosecutor's office; taking care of uniform and timely treatment and use of the most efficient methods and technical means in administrative operations; monitoring and studying public prosecutor's and court practice; acting on complaints and petitions of citizens on the work of public prosecutors, deputy public prosecutors and employees of the public prosecutor's office; the attitude of the public prosecutor's office towards other state bodies, citizens and the public; protect the confidentiality of data; keeping registers, auxiliary books, directories and other records; handling items and items of value; handling of archival material; keeping statistics; material and financial operations of the public prosecutor's office; establishing standards regarding office space and equipment and other issues of importance for the work of the public prosecutor's office.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

-

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	27 695 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 340 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 355 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : The Law on Free Legal Aid (2018) began to be applicable on October 1st 2019 which is why complete data were not available. Even when it is adequately gathered, as it applies to only the last quarter of the year, we do not believe it adequate to state the data from 2019 in the tables to be compared in the following cycles. The Ministry of Justice has launched the initial data collection in late January 2020 to determine data on the implementation of the Law on Free Legal Aid.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Durée moyenne réelle	8 [] NA [] NAP
----------------------	------------------------

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales :

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Article 59 Paragraph 1 of Criminal Procedure Code: When criminal proceedings are conducted for a criminal offense for which the law prescribes sentence of imprisonment for more than five years, to the victim, at his request, may be appointed a lawyer if it is in the interest of the proceedings and if the injured party financial situation, cannot bear the costs of representation.

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	() Oui (X) Non [] NAP
Victimes	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	3 063 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	3 063 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ? Free legal aid and free legal support can be funded from donations and project funding.

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	<input type="checkbox"/> https://www.pravno-informacioni-sistem.rs/unifiedSearch?q=zakon%20o%20krivi%C4%8D	<input type="checkbox"/>

A la jurisprudence des juridictions supérieures

()_(X) Website of the Ministry of Justice – Court Portal: www.portal.sud.rs; Websites of the SCC and courts of appeal: www.vk.sud.rs; www.bg.ap.sud.rs; www.ikragujevac.com; www.ni.ap.sud.rs; www.ns.ap.sud.rs; www.pa.sud.rs; www.pkap.sud.rs; The Supreme Court of Cassation on its website, <http://www.vk.sud.rs/sr/solrsearch-> page, has publicly made available a case law database comprised of approximately 12.000 anonymized decisions of the Supreme Court of Serbia and Supreme Court of Cassation. __ Until 20 September 2021 the total number of judgments available to public through the new case law data base has grown to 24,800 judgments judgments (anonymized) including Supreme Court of Cassation and appellate courts (4 appellate courts, Commercial Court of Appeal and Misdemeanor Court of Appeal (www.sudskapraksa.sud.rs/sudska-praksa))._ The Commercial Court of Appeal in Belgrade publishes in quarterly intervals the most recent case law in the Bulletin of Judicial Practice of Commercial Courts, in the “Commercial Advisor”, prepared by the Case Law Department of the Commercial Court of Appeal. The Supreme Court of Cassation also keeps a database of case law, which is posted on the website of the court, including legal opinions which it adopted with respect to harmonization of case law of appellate courts: <http://www.vk.sud.rs/sr/%D0%>

()

	B1%D0%B0%D0%B7%D0%B0- %D1%81%D1%83%D0%B4% D1%81%D0%BA%D0%B5	
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	() https://www.pravno-informacioni-sistem.rs/SlGlasnikPortal/eli/rep/sgrs/skupstina/zakon/2008/116/1/reg	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	() http://www.prvisud.rs/obraci ; www.up.sud.rs ; www.bg.vi.sud.rs ;	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

- () Oui, toujours
- () Non
- (X) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser : In accordance with the Article 308 Paragraph 3 of The Civil Procedure Code, at the preliminary hearing, the court will decide which evidence to present at the main hearing and will determine the time frame for conducting the procedure (Article 10, paragraph 2).

This rule is not prescribed by The Criminal Procedure Code.

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
---	--

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : The authority conducting proceedings may ex officio, at the request of parties or the witness himself, designate as an especially vulnerable witness a witness who is especially vulnerable in view of his age, experience, lifestyle, gender, state of health, nature, the manner or the consequences of the criminal offence committed, or other circumstances (Art. 103 CPC).

An especially vulnerable witness may be examined only through the authority conducting the proceedings, which will treat the witness with particular care, endeavoring to avoid possible detrimental consequences of the criminal proceedings to the personality, physical and mental state of the witness. Examination may be conducted with the assistance of a psychologist, social worker or other professional, which will be decided by the authority conducting proceedings.

If the authority conducting proceedings decides to examine an especially vulnerable witness using technical devices for transmitting images and sound, the examination is conducted without the presence of the parties and other participants in the proceedings in the room where the witness is located.

An especially vulnerable witness may also be examined in his place of living or other premises or in an authorized institution professionally qualified for examining especially vulnerable persons. In such case the authority conducting proceedings may order application of these measures.

An especially vulnerable witness may not be confronted with the defendant, unless the defendant himself requests this and the authority conducting proceedings grants the request, taking into account the level of the witness's vulnerability and rights of defense (Art. 104

CPC).

If there exist circumstances which indicate that by giving testimony or answering certain questions a witness would expose himself or persons close to him to a danger to life, health, freedom or property of substantial size, the court may authorize one or more measures of special protection by issuing a ruling determining a status of protected witness.

The measures of special protection include questioning the protected witness under conditions and in a manner ensuring that his identity is not revealed to the general public, and exceptionally also to the defendant and his defense counsel, in accordance with this Code (Art. 105 CPC).

The measures of special protection ensuring that the identity of a protected witness is not revealed to the public are excluding the public from the trial and prohibition of publication of data about the identity of the witness.

The measure of special protection whereby data about the identity of a protected witness is withheld from the defendant and his defense counsel may be ordered by the court exceptionally if after taking statements from witnesses and the public prosecutor it determines that the life, health or freedom of the witness or a person close to him is threatened to such an extent that it justifies restricting the right to defence and that the witness is credible (Art. 106 CPC).

The provisions related to protected witness apply accordingly to the protection of an undercover investigator, expert witness, professional consultant and professional.

The Law on Program of Protection of Participants in Criminal Proceedings envisages that the protection program is implemented if participants in the criminal proceedings and close people are due to giving evidence or notifications important for proving in criminal proceedings exposed to danger to life, health, physical integrity, freedom or property, and without that testimony or notification proving would be significantly difficult or impossible in criminal proceedings for criminal offenses:

- 1) against constitutional order and security;
- 2) against humanity and other goods protected by international law;
- 3) organized crime.

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser

NAP

Commentaire

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

Procédure civile	Procédure pénale
------------------	------------------

Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre).

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge
- Capacité de discernement
- Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

- []
- NA

[] NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[]

[] NA

[] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment :

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu
- Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur
- Oui, toujours
- Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
- Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
- Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
- Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
- Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
------------------------------------	-------------------------	----------------------

Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : Concerning the system for compensating users in cases of excessive length of proceedings (and the same goes for non-execution of court decisions), there is a possibility to request a compensation because of excessive length of proceedings in accordance with the provisions of the Law on Protection of Right to Trial within a Reasonable Time ("RS Official Gazette", No. 40/2015). The right to trial within a reasonable time is granted to every party in court proceedings, including enforcement proceedings, to every party in non-litigious proceedings and to the injured party in criminal proceedings, the private prosecutor and the injured party only if they have submitted a claim for damages. The public prosecutor as a party to criminal proceedings is not entitled to a trial within a reasonable time. Legal remedies according to this Law are: 1) complaint to speed up the procedure; 2) appeal; 3) request for just satisfaction. Request for just satisfaction includes the right to payment of monetary compensation for non-pecuniary damages or pecuniary damages caused to a party by violation of the right to a trial within a reasonable time (monetary compensation). A party may file a lawsuit against the Republic of Serbia for monetary compensation within one year from the day when it acquired the right to fair satisfaction (Articles 26-33 of this Law). The amount of compensation for non pecuniary damages is limited to EUR 300 - 3,000 and regarding pecuniary damages it is to be determined by court in accordance with the principle of causality and provisions of the Law on Contracts and Torts. The statistics concerning these lawsuits are presented regarding questions 32 and 36 referring to "other than criminal law cases."

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

() Oui, veuillez préciser :

() Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la

durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires We have answered before, so in accordance with that, we would like to inform you that on December 31, 2020, there were:

- Number of complaints received - 5739
- Number of complaints against the work of the court - 3104
- Number of complaints against the work of lower courts - 1101
- Number of well-founded complaints - 1102
- Number of complaints in the paper - 483

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Instance supérieure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Ministère de la Justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	159 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	96 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	91 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	63 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	61 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des faillites	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux du travail	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	44 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : Other specialised court - Misdemeanor Courts
Insolvency cases are under the jurisdiction on Commercial Courts.

Juvenile offenders cases, fight against terrorism, organized crime and corruption (4 Special Departments of Higher Courts in Belgrade, Novi Sad, Niš and Kraljevo), acting as a first instance courts, and are not considered as a specialized courts, only as departments of Higher Courts. Enforcement of criminal sanctions, Family and Labour disputes are under the jurisdiction of Basic and Higher Courts, acting as first instance Courts.

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	152 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	159 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

Nombre de tribunaux

Une petite créance	82 [] NA [] NAP
Le licenciement	66 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	91 [] NA [] NAP
Faillite	16 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[3 000]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Law in Organization of Courts
The Law on the Seats and Territorial Jurisdictions of Courts and Public Prosecutor's Offices
The Law on Civil Procedure

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	2 649 [] NA [] NAP	742 [] NA [] NAP	1 907 [] NA [] NAP

1. Nombre de juges professionnels de première instance	2 289 [] NA [] NAP	665 [] NA [] NAP	1 624 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	318 [] NA [] NAP	62 [] NA [] NAP	256 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	42 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP	27 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : INCLUDES: Number of first instance professional judges (judges of: basic courts, higher courts, misdemeanor courts, commercial courts, Administrative Court);

16.2. INCLUDES: judges of Commercial Court of Appeal, appellate courts, Misdemeanor Court of Appeal;

16.3. INCLUDES: Number of supreme court professional judges (judges of the Supreme Court of Cassation).

Judges of the Administrative Court are considered as first instance judges, bearing in mind that the

Administrative Court is a republic court of special jurisdiction, which at first instance resolves administrative disputes (currently, single instance procedure) and performs other duties determined by law.

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[] A des fins de retraite anticipée

[] Autre raison, veuillez préciser

[] Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
1. En première instance (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

Moins de 50 %

50 – 60%

60 - 80%

Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	2 649 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Première instance	2 289 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Deuxième instance	318 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cours suprêmes	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	159 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	61 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	98 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	152 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	57 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	95 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	6 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	2 130 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[X] NA [] NAP

Commentaires The High Judicial Council enacted a decision on 23 December 2019 on the appointment of lay judges (judges jurors) for a mandate period of the following 5 years. The number of lay judges appointed by the decision was 2000. On 8 September 2020 The High Judicial Council enacted a decision on the appointment of 130 lay judges for mandate of 5 years. The effective number of lay judges is 2130.

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	(X)
Affaires familiales	()	()	(X)
Affaires de droit du travail	()	()	(X)
Affaires de droit social	()	(X)	()
Affaires commerciales	()	()	(X)
Affaires de faillite	()	(X)	()
Autre affaires civiles	()	(X)	()

[] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser : In first instance, in certain criminal (possibility of over 8 years of prison sentence) and civil proceedings trial is carried by panel consisting of a professional judge and non-professional judges, i.e. 2-3 citizens who are appointed based on a public call of the High Judicial Council.

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

[] Affaires pénales

[] Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	8 909 [] NA [] NAP	2 491 [] NA [] NAP	6 418 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	3 790 [] NA [] NAP	372 [] NA [] NAP	3 418 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	3 435 [] NA [] NAP	1 015 [] NA [] NAP	2 420 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	1 684 [] NA [] NAP	1 104 [] NA [] NAP	580 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser :

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	8 909 [] NA [] NAP	2 491 [] NA [] NAP	6 418 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	7 994 [] NA [] NAP	2 289 [] NA [] NAP	5 705 [] NA [] NAP
2. Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	708 [] NA [] NAP	135 [] NA [] NAP	573 [] NA [] NAP
3. Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	207 [] NA [] NAP	67 [] NA [] NAP	140 [] NA [] NAP

Commentaires

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires Security of Courts (Court Guard) is part of the Directorate for the Execution of Criminal Sanctions, which is under the jurisdiction of the Ministry of Justice.

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice
Judicial Academy

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel



055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	785 [] NA [] NAP	336 [] NA [] NAP	449 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	725 [] NA [] NAP	304 [] NA [] NAP	421 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	48 [] NA [] NAP	26 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	12 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Number of prosecutors at first instance level:

1. Basic public prosecutor's offices: total 476; males: 186; females: 290
2. Senior public prosecutor's offices: total 226; males 102; female's 124
3. Prosecution for organized crime: total 13; males 10; female's 3
4. Prosecution for war crimes: total 10; males 6; female's 4

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[] A des fins de retraite anticipée

[] Autre raison, veuillez préciser

[] Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)

Total (1 + 2 + 3) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- () Moins de 50 %
() 50 - 60%
() 60 - 80%
() Plus de 80 %
 NA
 NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	90 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	85 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[X] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

(X) Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	[] Oui [X] Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes [] Non [] NA [] NAP
Violence sexuelle	[] Oui [X] Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes [] Non [] NA [] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	1 117 [] NA	263 [] NA	854 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Gender inequality in terms of representation of gender has not been indicated as an issue which needs active facilitation. This is why no specific positive discrimination provisions currently address this matter. The relevant bylaws of the High Court Council and State Prosecutorial Council provide for the need for non-discrimination on all bases, for both selection and promotion.

For example, Article 46 of the Law on Judges (Official Gazette of the RS, No. 116/2008, 58/2009 – decision of the CC, 104/2009, 101/2010, 8/2012 – decision of the CC, 121/2012, 124/2012 – decision of the CC, 101/2013, 111/2014 – decision of the CC, 117/2014, 40/2015, 63/2015 – decision of the CC, 106/2015, 63/2016 – decision of the CC and 47/2017) stipulates that when electing a judge and proposing the election of a judge, discrimination on any grounds is prohibited. According to Amendments to Rules of Procedure of the High Judicial Council ("Official Gazette of RS", No.7/18) Article 46-g prescribes that in the process of proposing a candidate and election of judge, discrimination on any grounds is prohibited.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Gender inequality in terms of representation of gender has not been indicated as an issue which needs active facilitation. This is why no specific positive discrimination provisions currently address this matter. The relevant bylaws of the High Court Council and State Prosecutorial Council provide for the need for non-discrimination on all bases, for both selection and promotion.

For example, Article 3 of the Rulebook on Criteria and Standards for Evaluation of Expertise, Competence and Worthiness for the Election of Judges with Permanent Tenure to Another or Higher Court and on Criteria for Proposing Candidates for Court Presidents ("Official Gazette of RS", No 94/2016) prescribes that in the election of judges with permanent tenure in another or higher court, as well as in the process of proposing candidates for court presidents, discrimination on any grounds is prohibited.

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

- () Oui
- (X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ? NAP

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)

Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	(X)	()

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire : On 1 June 2018, the Commissioner for Protection of Equality in Serbia has addressed gender inequality issues with respect to the promotion of non-judge staff in courts, with publishing and sending of a General Recommendation on Equality Measures to all courts in Serbia, with respect to the promotion of non-judge staff (please see: <http://ravnopravnost.gov.rs/preporuka-mera-za-ostvarivanje-ravnopravnosti-sudovima-cir/>). Likewise, a Coordination Body for Gender Equality exists on the national level dealing with gender equality issues in general (not specific to the judiciary), established on 30 October 2014. The Minister of Justice is a member. Please see: <https://www.rodnaravnopravnost.gov.rs/>.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

The competence of the Commissioner for Protection of Equality is established and regulated by the Law on the Prohibition of Discrimination ("Official Gazette of the Republic of Serbia", No. 22/2009).

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

The Commissioner for Protection of Equality in Serbia is an independent, autonomous and specialized state authority established on the basis of the Law on Prohibition of Discrimination from 2009. The task of this state authority is to prevent all forms, types and cases of discrimination, to protect the equality of natural persons and legal entities in all spheres of social relations, to oversee the enforcement of antidiscrimination regulations, and to improve realization and protection of equality. In line with the Law on Prohibition of Discrimination, the Commissioner has the Professional Service which helps them to perform their duties. The Professional Service is established on the basis of the Act on Internal Organization and Job Systematization, which was approved by the National Assembly. The Professional Service consists of sectors, as the basic organizational units, the Commissioner's Office as a separate internal unit, departments and groups.

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

The Commissioner gives his/her opinion on whether there has been a violation of the provisions of the Law on Prohibition of Discrimination within 90 days of the day of receiving a complaint, of which he/she shall inform the person who submitted the complaint and the person against whom the complaint was submitted. If he/she decides that there has been a violation of the provisions of this Law, the Commissioner issues a recommendation to the person against whom the complaint was submitted, suggesting a way of redressing the violation in question. The person to whom the recommendation is addressed is obliged to act upon it and to redress the violation in question within 30 days of the day of receiving it and to inform the Commissioner of it. If the person to whom the recommendation is addressed fails to act upon it, that is, if he/she fails to redress the violation in question, the Commissioner shall caution him/her. Should this person fail to redress the violation in question within 30 days of having been cautioned, the Commissioner

mayinformthepublicaboutit.

ForactivitiesoftheCommissionerforProtectionofEqualityregardinggenderequalitypleaseseen: <http://ravnopravnost.gov.rs/en/gender-equality-in-serbia-and-prevention-of-discrimination-against-women/>.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	(X)	()
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans

la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- Autres études, veuillez préciser:

NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
---------------------------------	--

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) The Sectoral Council for Information and Communication Technologies adopts the Strategy and policy for the development of ICT in the judiciary. It consists of 14 entities, of which some are representatives of the courts and some are representatives of sectors or organizational units within the Ministry of Justice.

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » The Ministry of Justice is responsible for maintaining and developing the judicial information system.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

Oui

Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

les processus opérationnels

la charge de travail

les ressources humaines

les coûts

autres, veuillez préciser Number of times that the electronic services are used by the users

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) E.g. electronic insight into the status of cases of basic, higher and commercial courts in three months was performed 4850000 times by parties and attorneys.

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) Law on Information Security.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data

Civile et/ou commerciale	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Pénale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Administrative	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : Case law database includes judgments of the Supreme Court of Cassation, 2nd instance court decisions (relevant cases from Appellate Courts, Misdemeanour Appellate Court and Commercial Appellate Court) and should include decisions of the Administrative Court (by the end of the year) The administrative disputes are ruled before the Administrative Court while extraordinary legal remedies are available in administrative disputes before the Supreme Court of Cassation. There is no third instance competence in this type of cases.

Judgments of Higher Courts (which have competence in certain types of cases to decide as first instance courts), currently are not included within this database, but they publish on their website relevant judgments which might be of public interest, and therefore they are included in the table above.

It should be noted that concerning ECHR case law link is available on the website of the Supreme Court of Cassation to the Judicial Academy website that provides special database of a number of ECHR decisions in Serbian translations (<https://e-case.eakademija.com/>).

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

- Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature
- Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs
- Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès Ministry of Justice

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

() Oui

(X) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser There is no such a tool at national level. However, it is available in some courts - Misdemeanor court information system SIPRES can provide users individualized templates of decisions which automatically use case data from database.

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p>() 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>() 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>() 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>() 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>() 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[] NA</p>
Pénale	<p>() 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>() 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>() 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>() 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>() 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[] NA</p>

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	--

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires Dictation tools are managed by every court ICT staff.

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	() dans tous les tribunaux	() dans tous les tribunaux	() Oui
	() dans la plupart des tribunaux	() dans la plupart des tribunaux	() Essai pilote
	(X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	(X) Non
	() non disponible pour cette matière	(X) non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- () 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- (X) 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input checked="" type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser : Land registry is in the jurisdiction of Republic Geodetic Authority.

Business registry is in the jurisdiction of Serbian Business Registry Agency.

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS

Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Pénale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Commentaires

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels



064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[X] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[] coûts des procédures judiciaires

[X] nombre de recours

[] taux de recours

[X] clearance rate

[X] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires The duration of judicial proceedings is monitored and it is reflected within the court reports. Also, there are mechanisms for acceleration of the proceedings.

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

Oui

Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X)	()
dans les services du ministère public	(X)	()

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :

() Non

Commentaires The Supreme Court of Cassation

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :

() Non

Commentaires Republic Public Prosecutor

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

[X] Internet

[] Intranet

[X] Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

() Annuelle

() Moins fréquente

(X) Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires Rulebook on the criteria, standards, procedure and bodies for evaluation of performance of judges and court presidents (“Official Gazette of RS”, Nos. 81/2014, 142/2014, 41/2015, 7/2016) which is being applied as of 1st July 2015 provides for the Commission for evaluation of judges and court presidents’ performance which has three members appointed by the High Judicial Council from the ranks of Council members- judges. The Commission shall pass a decision on initiating procedure for judges and court presidents’ performance evaluation, which for each court sets forth the date when the Commission is to launch the evaluation procedure and the date of the evaluation procedure end, seat of the court where evaluation is being conducted, and appoints the Commission secretary. The Commission shall coordinate the work of commissions, discuss disputable issues in relation to the evaluation procedure of judges and court presidents’ performance, issue guidelines to commissions implementing the evaluation procedure and make proposals for improvement of the evaluation procedure and commissions’ operation. The Commission shall submit to the Council a report on actions undertaken in scope of the judges and court presidents’ performance evaluation procedure. Further, HJC appoints Commissions implementing the evaluation procedure and determining performance grades and a Commission deciding on objections of judges and court presidents to the performance evaluation and appraisal procedure.

114. Existe-t-il un système d’évaluation individuelle qualitative de l’activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires According to Art. 33 of the Law on Judges, performance evaluation of judges and court presidents is evaluated by commissions of the High Judicial Council. The commissions are composed of three members, whereby judges of higher instance evaluate the work of judges and court presidents at lower instance. Objections to evaluation are decided on by the commission composed of three members appointed by the Council from among judges of the Supreme Court of Cassation (article 33). Performance of judges with tenure of office and court presidents is regularly evaluated once in three years and of judges elected for the first time once a year.

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d’affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :
- NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires Please note that less frequent evaluation can only be applied for public prosecutors and deputy public prosecutors elected permanently, taking into account that described stands for regular evaluation of the work in the intervals of 3 years. For example, frequency of regular work evaluation component of promptness in proceedings is based on reports filed every four months within the period of three years.

One-year evaluation exists for deputy public prosecutors elected first time for the period of three years.

More frequent evaluation can be applied in the case of non-regular work evaluation, which is performed on the basis of the SPC decision

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

- []
- NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser: In accordance with the Law on Judges judges have a duty to maintain confidence in their independence and impartiality. The judge is obliged to conduct the procedure impartially according to his conscience, in accordance with his own assessment of facts and interpretation of law, while ensuring a fair trial and respect for the procedural rights of the parties guaranteed by the Constitution, law and international acts. (Art. 3, paras 1 and 2)

The procedural laws enable the possibility for parties in the proceedings to challenge the judge (Article 69 of the Law on Civil Procedure, Article 39 of the Law on Criminal Procedure etc).

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

[X] NA

Commentaires Statistics are not available at this time.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Supreme Court of Cassation

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
 en matière pénale
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
 en matière pénale (infractions mineures)
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
 affaires pénales
 affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance

Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	966 886 [] NA [] NAP	969 626 [] NA [] NAP	1 152 668 [] NA [] NAP	783 844 [] NA [] NAP	372 170 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	242 818 [] NA [] NAP	388 459 [] NA [] NAP	275 439 [] NA [] NAP	355 838 [] NA [] NAP	57 933 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	681 710 [] NA [] NAP	437 467 [] NA [] NAP	741 093 [] NA [] NAP	378 084 [] NA [] NAP	304 020 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	676 862 [] NA [] NAP	395 587 [] NA [] NAP	698 677 [] NA [] NAP	373 772 [] NA [] NAP	304 020 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	85 [] NA [] NAP	2 822 [] NA [] NAP	2 887 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	85 [] NA [] NAP	2 822 [] NA [] NAP	2 887 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	4 763 [] NA [] NAP	39 058 [] NA [] NAP	39 529 [] NA [] NAP	4 292 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	38 745 [] NA [] NAP	32 469 [] NA [] NAP	23 229 [] NA [] NAP	47 985 [] NA [] NAP	9 818 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	3 613 [] NA [] NAP	111 231 [] NA [] NAP	112 907 [] NA [] NAP	1 937 [] NA [] NAP	399 [] NA [] NAP

Commentaires The category “non-litigious cases” includes enforcement cases. Since 2016 legislative and other measures have been taken in order to decrease the number of backlog enforcement cases (which is recognized as a systemic problem). In 2020 the number of backlog enforcement cases has been decreased significantly and it is reflected in total number of “non-litigious cases.” In accordance with the Law on Enforcement and Security all enforcement cases based on an authentic document (Iv) cases should be transferred to public

enforcement officers. In 2020 about 240.000 such cases were resolved by the conclusion of the court to transfer the case to public enforcement officer.

As regards "civil and commercial litigious cases", the number of pending cases at the end of the period increased by 46%. There has been general trend of increase of incoming civil litigious cases for last five years. Due to special circumstances and need to take safety measures because of Covid 19, in 2020 courts worked with reduced capacities, while there was increase of number of incoming cases. The decrease in the number of resolved cases refers primarily to basic and higher courts. As regards "non – litigious cases", in particular "general civil and commercial non-litigious cases", from 2019 to 2020 the number of incoming cases decreased significantly (-38%), while the number of resolved cases remained almost the same. As a consequence, the number of pending cases at the end of the year decreased as well (-45%). This is also in relation to enforcement cases based on an authentic document (Iv) cases. Public enforcement officers deal with new such cases, so the number of incoming cases decreased. On the other hand, there is still lot of these cases before courts (backlog cases), and the courts still have to resolve these cases (in majority cases by the conclusion of the court to transfer the case to public enforcement officer), and that is the explanation why the number of resolved cases remained the same and why the number of incoming cases significantly decreased.

From 2019 to 2020 the number of "administrative law incoming cases" increased by 47%, and the number of cases older than 2 years increased by 63%. In Serbia there is one Administrative Court (with seat in Belgrade, and three departments in Kragujevac, Novi Sad and Niš). It has broad competences and for several years number of incoming cases has been continuously increasing. In certain type of cases the Administrative Court has to decide urgently, like in electoral cases. Also, the work of this court was influenced by the circumstances caused by the virus and the fact that during 2020 parliamentary and local elections were held in Serbia and there were many electoral disputes which needed to be decided in short deadlines.

As regards "other cases", from 2019 to 2020, there was a decrease in the number of incoming (-39%), resolved (- 39%), and pending cases (-46%). These cases relate to different kinds of citizens' requests for verification of signatures, or requests for different certificates and probably circumstances caused by Covid, contributed to decrease of such requests of citizens.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. 2.1 showsexecutions,non-litigiousandundisputedpaymentordersofbasicandcommercialcourts,aswellasrehabilitationcaseswithhighercourts.
2.3presentscasesofreasonabletimeandobjectionstothedecisionsofnotaries.Highercourts:REH
Basiccourts:O,OS,R1,R2,R3,R4,R5,PICommercialcourts:L,R,PI
Basiccourts:Iv,I,Ii,Iiv,Ink,Ioi,Ion,Ipi,IpvI,IpvIv,IpvIvkCommercialcourts:I,I2,Ii,Iv,Iiv,Ink,Ioi,Ion,Ipi,Ipv(I),Ipv(Iv),Ipv(Ivk)

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

.
Highercourts:POMI4,PomIg,POMI2,PomIgH1Basiccourts:POM,POMI2,POMIg(old),PomUg,PomIgH1,PomIg(new),PomUgH2,PomI
gN,PomUgN,PomUgH1,PomIgH2,OvH,OvI,Ov1,Ov2,Ov3,Uop,Opu,U

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	723 179 [] NA [] NAP	1 805 252 [] NA [] NAP	1 776 015 [] NA [] NAP	752 416 [] NA [] NAP	18 341 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	28 007 [] NA [] NAP	45 234 [] NA [] NAP	43 883 [] NA [] NAP	29 358 [] NA [] NAP	5 396 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	222 623 [] NA [] NAP	293 742 [] NA [] NAP	294 476 [] NA [] NAP	221 889 [] NA [] NAP	11 771 [] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	472 549 [] NA [] NAP	1 466 276 [] NA [] NAP	1 437 656 [] NA [] NAP	501 169 [] NA [] NAP	1 174 [] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	83 884 [] NA [] NAP	147 055 [] NA [] NAP	139 298 [] NA [] NAP	91 641 [] NA [] NAP	8 676 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	82 708 [] NA [] NAP	136 454 [] NA [] NAP	128 953 [] NA [] NAP	90 209 [] NA [] NAP	8 671 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	1 176 [] NA [] NAP	10 571 [] NA [] NAP	10 315 [] NA [] NAP	1 432 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	178 [] NA [] NAP	1 340 [] NA [] NAP	1 363 [] NA [] NAP	155 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	998 [] NA [] NAP	9 231 [] NA [] NAP	8 952 [] NA [] NAP	1 277 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres affaires	0 [] NA [] NAP	30 [] NA [] NAP	30 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The discrepancy from the previous year in the number on pending "civil and commercial litigious cases" older than two years is a result of the burden higher courts (acting as second instance courts), and in particular the Higher court in Belgrade.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	4 692 [] NA [] NAP	56 672 [] NA [] NAP	55 891 [] NA [] NAP	5 473 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

1. Infractions graves	1 513 [] NA [] NAP	25 183 [] NA [] NAP	24 993 [] NA [] NAP	1 703 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	3 143 [] NA [] NAP	28 127 [] NA [] NAP	27 541 [] NA [] NAP	3 729 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	36 [] NA [] NAP	3 362 [] NA [] NAP	3 357 [] NA [] NAP	41 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	7 782 [] NA [] NAP	12 195 [] NA [] NAP	10 649 [] NA [] NAP	9 328 [] NA [] NAP	7 900 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	7 634 [] NA [] NAP	11 475 [] NA [] NAP	9 964 [] NA [] NAP	9 145 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	32 [] NA [] NAP	311 [] NA [] NAP	296 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	32 [] NA [] NAP	311 [] NA [] NAP	296 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	116 [] NA [] NAP	409 [] NA [] NAP	389 [] NA [] NAP	136 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The answer to question 99 in field 1 shows cases of the Civil Department without registers (SPP, SPP1, R1, R). Field 2.3. shows registers (SPP, SPP1, R1, R) and cases of the Department for Trial within a reasonable period. Field 3 shows cases of the Administrative Department.

Note: In relation to the previous reporting period, the following changes have been made:

Field 2.3 shows a new register (SPP1) and cases of the Department for Trial within a Reasonable Time, which were previously shown in field 4.

Regarding Item 1 - Increase in the number of cases at the beginning of 2018 compared to 2016: result of increased inflow during 2017 compared to 2016 (inflow increased by about 4,500 cases). The trend of increased inflow continued.

2.3 and accordingly 2. - non-litigious cases - the number of cases is reduced due to the reduced jurisdiction of the SCC in relation to the trial within a reasonable time (see comment under Q91). In the period from 2012 to 2018, the Supreme Court of Cassation received twice as many cases than expected, not counting the cases delegated by the higher courts in Belgrade and Novi Sad in 2013, 2015 and 2017 (5,000+7,000+5,000), as a consequence of changes in regulation on the jurisdiction of the Supreme Court of Cassation, reduction of the review threshold to EUR 40,000 € in RSD equivalent, introduction of a special revision as a new extraordinary legal remedy, as well as the expansion of the jurisdiction of the highest court to decide on the revision, i.e. to decide on the new extraordinary legal remedies.

Increase in the number of pending cases was particularly pronounced in civil matter in the period 2014–2018. The largest increase of inflow happened in the Civil Department, which, with the existing number of judges and judicial assistants that are assigned to this Department, was not able to absorb the inflow of cases recorded in the last four years (for more info please see:

https://www.vk.sud.rs/sites/default/files/attachments/Annual%20Report%20on%20the%20Work%20Of%20Courts%202018_2.pdf”).

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure

() Non

Commentaires N/A

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	300 [] NA [] NAP	1 851 [] NA [] NAP	1 837 [] NA [] NAP	314 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	290 [] NA [] NAP	1 797 [] NA [] NAP	1 791 [] NA [] NAP	296 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	10 [] NA [] NAP	54 [] NA [] NAP	46 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
 he answer to question 100 in field 1 includes cases of the Criminal Department without registers (KZZP, KZZPR, KRRZ).
 Field 2 shows cases listed in the registers (KZZP) and in the new register (KZZPR).

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Licenciement	35 951 [] NA [] NAP	26 365 [] NA [] NAP	32 817 [] NA [] NAP	36 425 [] NA [] NAP	6 100 [] NA [] NAP
Faillite	1 903 [] NA [] NAP	534 [] NA [] NAP	749 [] NA [] NAP	1 821 [] NA [] NAP	1 169 [] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [] NAP

Commentaires

=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et

du séjour des étrangers.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie infantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Pornographie infantine	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	472 [] NA [] NAP	255 [] NA [] NAP	355 [] NA [] NAP	391 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Licenciement	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Faillite	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	887 [] NA [] NAP	78 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	621 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 67 [] NA [] NAP
Vol avec violence	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Homicide volontaire	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

provide this information the courts need to make multiple individual inquiries in order to get the requested data – such is the case with the Litigious divorce case. It is even more difficult to gather information for Employment dismissal cases – all employment cases are registered within the same register so it would be very difficult for courts to extract the requested type of cases- dismissal cases. Therefore the information requested in this table in most cases is not available.

These data are not automatically available. They refer to registers given within the question 35 (Civil (and commercial) litigious cases. Not all of these cases can be submitted to the third instance (extraordinary legal remedies) . The length of the proceedings is calculated for each instance according to CEPEJ Disposition Time formula and not an average length.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- affaire civiles
- affaires administratives

[] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	[] NA [] NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	[] NA [] NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	[] NA [] NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	[] NA [] NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	[] NA [] NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	[] NA [] NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	[] NA [] NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	[] NA [] NAP
3.2.. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	[] NA [] NAP
3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	[] NA [] NAP
3.4. Affaires portées devant les tribunaux	[] NA [] NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	[] NA [] NAP

Commentaires

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : High Judicial Council nominates candidates to be appointed as judges, and The National Assembly appoints them.

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	11 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres :

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
 Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : Non-selected candidates may appeal against the decision of nomination of candidates, to the Appeal Commission of the High Judicial Council.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
 Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

- Concours/Examen
 Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
 Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

- Les années d'expérience
 Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
 La performance (quantitative)
 Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
 Autre(s)
 Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

- Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État
 Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle

mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : Constitution of Republic of Serbia - Article 156 :

The Public Prosecutor's Office is an independent state body that prosecutes perpetrators of criminal and other criminal acts and takes measures to protect constitutionality and legality.

The Public Prosecutor's Office performs its function on the basis of the Constitution, law, ratified international agreement and regulations adopted on the basis of law.

In accordance with the Law on Public Prosecution, public prosecutors and deputy public prosecutors are independent in the performance of their competences. All forms of influence by the executive and the legislative authorities on the work of the public prosecution and its activity in cases, attempted by using public office, the public information media and any other means, which may threaten the independence of the work of a public prosecution, is prohibited. Namely, public prosecutors and deputies are independent towards everyone outside of the prosecution service, while they are autonomous inside of it, since higher ranked prosecutors, in accordance with the Law, can issue mandatory instructions for case management. This kind of instructions is not possible in the Court system.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Article 15 (Paragraph 1, 2, 3) of Law on Public Prosecution : The higher instance public prosecutor may issue a mandatory instruction to the lower instance public prosecutor to act in certain cases when there is doubt in the efficiency and legality of his actions, and the Republic Public Prosecutor may issue instructions to any public prosecutor.

Mandatory instructions are issued in writing and must retain the reason and justification for its issuance.

Notwithstanding paragraph 2 of this Article, the public prosecutor may issue an orally binding instruction when necessary in order to take actions that do not suffer delay. In that case, the obligatory written instruction shall be submitted within three days from the day of issuing the oral instruction.

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions : Namely, public prosecutors and deputies are independent towards everyone outside of the prosecution service, while they are autonomous inside of it, since higher ranked prosecutors, in accordance with the Law, can issue mandatory instructions for case management. This kind of instructions is not possible in the Court system.

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?

Instruction orale

Instruction orale avec confirmation écrite

Instruction écrite

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent

Obligatoires

Motivées

Enregistrées dans le dossier

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

Exceptionnelles

Occasionnelles

Fréquentes

Systématiques

NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

Oui

Non

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions : Article 15 (Paragraphe 4-9) of Law on Public Prosecution: A public prosecutor of lower instance who considers that the obligatory instruction is illegal and ungrounded may file an objection with an explanation to the Republic Public Prosecutor within eight days from the day of receipt of the instruction.

The complaint is submitted through the public prosecutor who issued the mandatory instruction and who is obliged to review the mandatory instruction issued within three days from the day of receipt of the complaint.

The public prosecutor who has stated the objection is obliged to act according to the instructions until the decision of the immediately higher public prosecutor, ie the decision of the Republic Public Prosecutor.

The public prosecutor of higher instance may issue a decision revoking his mandatory instructions, in which case the objection shall not be submitted to the Republic Public Prosecutor.

The Republic Public Prosecutor is obliged to make a decision within 15 days from the day of receiving the objection to the obligatory instruction.

No objection is allowed against the obligatory instruction of the Republic Public Prosecutor.

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to the Constitution, the Law on Public Prosecution Office and the Law on State Prosecutorial Council, the SPC elects the first-time deputy prosecutors to a permanent function and deputy prosecutors to a higher position (promotion), whereas it proposes to the National Assembly for final decision the candidates for the first-time deputy prosecutors and submits to the Government the (rank) list of candidates for public prosecutors (heads of the public prosecution offices) for their proposal to the National Assembly for final decision. According to Law on Public Prosecution Office, SPC has a competence to elect first-time deputy prosecutors to a permanent function, after a three-years period.

Upon proposal of the State Prosecutorial Council, the National Assembly elects for a deputy public prosecutor a person elected for the first time to the position for a period of three years.

After conducting procedure described in q.116, State Prosecutorial Council submits to the Government the list containing one or more candidates for election to a public prosecutor position. The Government proposes to the National Assembly one or more candidates for election to a public prosecutor position from the list of candidates determined by the State Prosecutorial Council. Upon the Government proposal, the National Assembly elects a public prosecutor to the tenure of 6 years and he/she can be re-elected. If a public prosecutor does not get re-elected to the same position after expiration of its tenure or the position of a public prosecutor has expired upon a personal request, he/she is elected as a deputy public prosecutor.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de procureurs

Une instance composée seulement de non procureurs

Une instance composée de procureurs et de non procureurs

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : See the answer to a q116

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	11	6	5
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : The State Prosecutorial Council is an independent body that ensures and guarantees the independence of public prosecutors and deputy public prosecutors.

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

() Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel : Yes, non-selected candidates may appeal against the decision on nomination to the Appeal Commission of the State Prosecutorial Council.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The interview between members of State Prosecutorial Council and candidates is being organised. Law on Public Prosecution: Article 78

The election of public prosecutors and deputy public prosecutors is announced by the State Council of Prosecutors.

The competition is published in the "Official Gazette of the Republic of Serbia" and other means of public information that covers the entire territory of the Republic of Serbia.

Article 79

Applications shall be submitted to the State Council of Prosecutors within 15 days from the date of publication of the announcement.

Evidence of fulfillment of the conditions for election shall be submitted with the applications, if they are not already in the public prosecutor's office.

Article 80

The State Council of Prosecutors obtains data and opinions on the expertise, training and dignity of candidates.

Data and opinions are obtained from the bodies and organizations in which the candidate worked in the legal profession.

Article 81

Before making a decision on the election, the State Council of Prosecutors conducts an interview with the registered candidate.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): The Program aimed at improving the work of public prosecutors' offices for the heads of offices.

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Public prosecutors (heads of public prosecution offices) elected for a defined tenure.

If yes, are there exceptions.

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires After the three-year term, the deputy public prosecutor is elected by the State Prosecutorial Council to the permanent position of a deputy public prosecutor, and not by the National Assembly, as in the case of first election.

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires Public prosecutors have a mandate of 6 years, renewable. Deputy public prosecutors are elected for an unlimited period of time, after the probationary period.

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui () Non	() Oui () Non	() Oui () Non
--	--------------------	--------------------	--------------------

Commentaires We've increased the number of practices this year.

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Formation continue générale	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui () Non	() Oui () Non	() Oui () Non

Commentaires In article 43 of the Law on Judicial Academy Continuous training is mandatory when required by the law or by the decision of the High Judicial Council and the State Prosecutorial Council in the event of a change in specialization, significant changes in regulations, the introduction of new methods of work and the elimination of shortcomings in the work of judges and deputy public prosecutor noted in evaluating their work.

The continuous training of judges is performed based on the Continuous Training Programme adopted by Managing Board of the Academy every year for the next year. In 2020 training programme covered the following areas: criminal, civil, labor, commercial, and administrative and misdemeanor law, human rights and European Union law. The training aimed at acquiring and improving special knowledge and skills (such as integrity and ethics, computer literacy) was singled out as a separate area.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Institution(s) pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	146 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	42 [] NA [] NAP
1. Pour les juges	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Pour les procureurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Pour le personnel non-juge	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Pour le personnel non-procureur	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Formations pour les autres professionnels	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	2 898 [] NA [] NAP	538 [] NA [] NAP
Juges	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procureurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Personnel non-juge	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Personnel non-procureur	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres professionnels	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

5.3.Exercice de la profession

5.3.1Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	16 277 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 410 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 913 916 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 341 655 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	29 788 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 882 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 502 591 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 455 316 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	18 961 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 094 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 229 473 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 657 212 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	28 801 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 190 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 386 505 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 373 940 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires From 2019 to 2020 the gross annual salary of a judge at the Supreme Court decreased by 27%. This variation has not been explained.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires High ranking pp's and judges (ex. SCC, appellate) have the possibility to receive partial reimbursement of housing costs if they have been appointed to a court which is not in their place of domicile (ex. an appellate court judge from Novi Sad appointed to the Supreme Court of Cassation in Belgrade will receive additional compensation for the additional housing expense. Likewise, members of the HJC and SPC, judges and pp's who are not from Belgrade receive the compensation.

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :



=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. Scientific activity and cultural activities with and without remuneration
With regard to this question, an official (judge) may conduct scientific study, teaching, cultural, artistic, humanitarian and sports activities, in compliance with the provisions of Article 46 of the Law on the Prevention of Corruption, without the consent of the Agency, unless it jeopardizes the impartial performance and prestige of the public office and if it is forbidden by laws and other regulations that regulate his/her work. Revenues from these work, i.e. activities, shall be submitted to the Agency by the official. An official (public prosecutor, deputy prosecutor) is obliged to submit an request for consent in accordance with the provisions of Article 49 in conjunction with Article 45 paragraph 1 if it is a function within a body of cultural and other associations (except professional). In connection with research, publications, ie mediation, an official (judge, public prosecutor, deputy prosecutor) is obliged to submit a request for consent in accordance with the provisions of Article 46, paragraph 4. In the case of payments, when deciding on an application for the permission of officials to carry out other work or operations, the Agency does not take into account whether it is with or without compensation.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Fonction culturelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : Scientific activity and cultural activities with and without remuneration
 With regard to this question, an official (public prosecutor, deputy prosecutor) may conduct scientific study, teaching, cultural, artistic, humanitarian and sports activities, in compliance with the provisions of Article 46 of the Law on the Prevention of Corruption, without the consent of the Agency, unless it jeopardizes the impartial performance and prestige of the public office and if it is forbidden by laws and other regulations that regulate his/her work. Revenues from these work, i.e. activities, shall be submitted to the Agency by the official. An official (public prosecutor, deputy prosecutor) is obliged to submit a request for consent in accordance with the provisions of Article 49 in conjunction with Article 45 paragraph 1 if it is a function within a body of cultural and other associations (except professional). In connection with research, publications, ie mediation, an official (judge, public prosecutor, deputy prosecutor) is obliged to submit a request for consent in accordance with the provisions of Article 46, paragraph 4. In the case of payments, when deciding on an application for the permission of officials to carry out other work or operations, the Agency does not take into account whether it is with or without compensation.

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- Oui
 Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- Juges uniquement
 Juges et représentants d'autres professions juridiques
 Autre, veuillez préciser :

Commentaires Yes, High Judicial Council. According to Art.30 of Law on Judges the High Judicial Council decides which activities are contrary to the dignity and independence of a judge and damaging to the reputation of the court, on the basis of the Code of Ethics.

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. As these opinions are only in the form of conclusions (not decisions) they are published on the website of HJC, not in the Official Gazette.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires The Ethics Committee (Ethical Board) has been established by a decision of the SPC as an ad hoc work body, with a view to take care of observance of the Code of Ethics of public prosecutors and deputy public prosecutors of the Republic of Serbia.

The Ethical Board is competent to: -Take care on establishment and development of standards of professional ethics of prosecutorial position holders with a view to contribute to strengthening of the rule of law and trust of citizens to performance of prosecutorial duties,

-Undertake activities related to raising awareness on content and significance of professional ethical standards,

-Point to behaviour that is endangering professional ethical standards,

-Propose preventive measures with a view to enhance professional ethics,

-Cooperate with the Commissioner and disciplinary bodies, as well as with other bodies and organizations dealing with issues of professional ethics, -Provide opinion and recommendations, upon the Council request or request of a prosecutorial position holder, -Make reports on performance.

The Ethics Committee has five members, one of which is an elective Council member, three are prosecutorial position holders, and one is a person, who publicly affirmed itself as defender of ethical values (for example, professor of ethics on the School of Philosophy).

Members of the Ethics Committee are being elected by the Council for the period of three years and they may be re-elected. Members of the Ethics Committee may be dismissed by the Council decision, prior to expiration of their tenure or upon their personal request. Method of work of the Ethical Board is being regulated by a special act. The annual performance report is being submitted to the Council by the Ethics Committee. The work of the Ethics Committee is governed by a separate act.

The Ethics Committee has five members, one of which is an elective Council member, three are prosecutorial position holders, and one is a person, who publicly affirmed itself as defender of ethical values (for example, professor of ethics on the School of Philosophy). Members of the Ethics Committee are being elected by the Council for the period of three years and they may be re-elected. Members of the Ethics Committee may be dismissed by the Council decision, prior to expiration of their tenure or upon their personal request. Method of work of the Ethical Board is being regulated by a special act. The annual performance report is being submitted to the Council by the Ethics Committee. The work of the Ethics Committee is governed by a separate act.

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires The Ethics Committee (Ethical Board) has been established by a decision of the SPC as an ad hoc work body, with a view to take care of observance of the Code of Ethics of public prosecutors and deputy public prosecutors of the Republic of Serbia.

The Ethical Board is competent to: -Take care on establishment and development of standards of professional ethics of prosecutorial position holders with a view to contribute to strengthening of the rule of law and trust of citizens to performance of prosecutorial duties,

-Undertake activities related to raising awareness on content and significance of professional ethical standards,

-Point to behaviour that is endangering professional ethical standards,

-Propose preventive measures with a view to enhance professional ethics,

-Cooperate with the Commissioner and disciplinary bodies, as well as with other bodies and organizations dealing with issues of professional ethics, -Provide opinion and recommendations, upon the Council request or request of a prosecutorial position holder, -Make reports on performance.

The Ethics Committee has five members, one of which is an elective Council member, three are prosecutorial position holders, and one is a person, who publicly affirmed itself as defender of ethical values (for example, professor of ethics on the School of Philosophy).

Members of the Ethics Committee are being elected by the Council for the period of three years and they may be re-elected. Members of the Ethics Committee may be dismissed by the Council decision, prior to expiration of their tenure or upon their personal request. Method of work of the Ethical Board is being regulated by a special act. The annual performance report is being submitted to the Council by the Ethics Committee. The work of the Ethics Committee is governed by a separate act.

The Ethics Committee has five members, one of which is an elective Council member, three are prosecutorial position holders, and one is a person, who publicly affirmed itself as defender of ethical values (for example, professor of ethics on the School of Philosophy). Members of the Ethics Committee are being elected by the Council for the period of three years and they may be re-elected. Members of the Ethics Committee may be dismissed by the Council decision, prior to expiration of their tenure or upon their personal request. Method of work of the Ethical Board is being regulated by a special act. The annual performance report is being submitted to the Council by the Ethics Committee. The work of the Ethics Committee is governed by a separate act.

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. See the previous question. Moreover, with reference to work of the Ethics Committee based on the filed charges and initiatives related to potential violations of the Code of Ethics, in 2018 and 2019 the Ethical Board proceeded in six cases, 3 of which were related to violation of the Code of Ethics provisions.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires The reply was changed due to more specific interpretation given in the Explanatory Note

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

Tribunal

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Cour Suprême

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Faute déontologique	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
8. Démission	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
9. Autre	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées

et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. In 1 case, a procedure for dismissal of a judge was initiated due to a severe disciplinary offense under Article 90, paragraph 2 of the Law on Judges in connection with disciplinary offenses under Article 90, Paragraph 1, lines 9-obviously incorrect treatment of participants in proceedings and the court staff and 18- serious violation of provisions of the Code of Ethics In 3 cases the proposals of the Disciplinary Prosecutor were rejected (all three due to the disciplinary offences from Article 90, Paragraph 1, Line 7 -unjustifiable prolonging of proceedings. In 1 case a prohibition of advancement for a period of 1 year was imposed due to a disciplinary offense of Article 90 Paragraph 1 , Line 18 of the Law on Judges - serious violation of provisions of the Code of Ethics.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	10 905 [] NA	6 649 [] NA	4 256 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires Members of the Bar Association of Serbia and bar association - members of the Bar Association of Serbia can be only attorneys-at-law.

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires de licenciement	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Défendeur	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Victime	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Membre de la famille	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Personne concernée elle-même	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Syndicat	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : 1) A representative of the legal aid service of the local self-government who obtained a law degree and passed the bar exam. 2) A legal entity may be represented by a lawyer or a person employed by such a legal entity who holds a law degree and has passed the judicial state exam but is not a registered lawyer.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :

Commentaires Making the draft of the contract, filling out the documentation regarding taxes, etc

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: The exam organized by The Bar Association, which candidate may take after passing Bar exam.

This exam is mostly related to Ethics of Lawyer, and conduct related to the Chamber, and it is not related with Bar exam.

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- Oui
- Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Law on Civil Procedure; The Law on Juvenile Offenders and Criminal Protection of Juveniles; Legal Profession Act (Law on Legal Profession); Law on Criminal Procedure

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires TARIFF ON AWARDS AND COMPENSATIONS FOR LAWYERS' WORK ("Official Gazette of Republic of Serbia", br. 121/2012, 99/2020 and 37/2021)

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires Article 23 of Law on Legal Profession:

A lawyer has the right to remuneration and reimbursement of expenses for his work, in accordance with the tariff adopted by the Serbian Bar Association.

The amount of the remuneration for the work of a lawyer is determined depending on the type of procedure, the action taken, the value of the dispute or the amount of the threatened penalty.

The amount of the award for defense ex officio is determined by an act issued by the Minister of Justice.

The lawyer is obliged to issue to the client a calculation of the reward and reimbursement of costs for the performed actions and expenses for costs.

The calculation of the lawyer's fee and reimbursement is a credible document in the enforcement proceedings.

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? Article 197 of Statute of Bar Associations of Serbia:

Lawyers and trainee lawyers are obliged to practice law responsibly, professionally and conscientiously and to preserve the reputation of the legal profession.

Lawyers and trainee lawyers are subject to disciplinary action for breaches of duty and for damaging the reputation of the bar, in accordance with the provisions of the Law on Advocacy, this Statute and the Code of Professional Ethics of Lawyers.

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

- le Barreau
- le législateur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Statute of Bar Associations of Serbia

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat
- le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : Article 201 Paragraph 3 of Statute of Bar Associations of Serbia- Disciplinary proceedings may be initiated on the basis of an application submitted by an interested person or a state body, on the basis of a proposal of the body of the Bar Association or ex officio.

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

- Le juge
- Le ministère de la Justice
- Une instance professionnelle
- Autre (veuillez préciser) :The disciplinary bodies of the Bar Association

Commentaire The disciplinary bodies of the Bar Association are the Disciplinary Prosecutor and the Disciplinary Court, which are elected by the Assembly of the Bar Association of the Chamber exclusively by secret ballot.

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

() Oui

(X) Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires familiales	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires administratives	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires pénales	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires Registered mediators ,including judges. Such mediators may be private mediators (lawyers , etc) or employees of the Centers for Social work of local municipalities, etc.

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	1 470 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The number of mediators in the Republic of Serbia is significantly large due to the increased interest of citizens in

performing the work of mediators, which is probably due to the documents adopted by the Republic of Serbia to improve the application of mediation in Serbia.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	498 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	99 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	206 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	53 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	126 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	31 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	62 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : 498-these 6 categories are not all categories in which mediation proceedings were conducted, and therefore the total number of cases in which the parties agreed to initiate mediation proceedings is slightly higher 498 including other types of disputes that are not included in these 6 listed in the report.

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires The Minister of Justice has established a Working Group for drafting of amendments to the Law on Mediation in Dispute Resolution on 19 December 2018 with the task of drafting A new legal framework which should strike a balance between the need to regulate, on the one hand, and the need to preserve a sufficient level of party autonomy and procedural flexibility, on the other. The working group has in 2019 worked on the further improvement of all relevant provisions of the law, especially taking care that changes to the legal framework encompass: 1)transparency and clarity of the content of the mediation law in relation to how mediation is started, the mediation procedure itself, standards and qualifications for mediators, mediation centers and mediation training providers, as well as rights and obligations of participants in the mediation process; 2)specifying the position of judges in the mediation procedure; 3)enforceability of clauses on settling disputes through mediation;

4)the principle of confidentiality;

5)the enforceability of agreements reached in mediation and agreements reached in international mediation; and 6)the impact of mediation on the course of a lawsuit, including the possibility of prescribing the first obligatory meeting as a procedural precondition for initiating litigation in certain types of cases, as well as other ways in which the objective of Directive 2008/52/EC may be achieved.

The working group is guided by mediation standards provided in relevant acts of the United Nations, the European Union and the Council of Europe, as well as by the need for adapting standards and best practices to local possibilities and needs.

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source :

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat



169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	634 [] NA	[X] NA	[X] NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	232 [] NA [] NAP	135 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Juges	402 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

[X] diplôme

[X] expérience professionnelle

[X] examen spécifique

[X] procédure de nomination par l'Etat

[X] formation initiale

[X] autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 67

() Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences



171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Date de naissance	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Etat civil	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Cohabitant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Employeur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Biens meubles	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre	() Oui () Non	() Oui () Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

Option

Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie conservatoire des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques

- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

- Oui
- Non

Comentaire - Veuillez expliquer :

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires The public enforcement agent is entitled to fees, according to the Tariff.

The Tariff is prescribed by the Minister.

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : The Law on Enforcement and Security Interest, Public enforcement tariff, The Rule Book on Professional Development of Public Enforcement Agents

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services



177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires professional body (Chamber of Public Enforcement Officers)

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

entre 1 et 5 jours

entre 6 et 10 jours

entre 11 et 30 jours

plus (veuillez préciser) :

NA

Commentaires There is no law-prescribed timeframe to serve and/or notify the decision to the parties who live in the city where the court sits. The documents are being served to the parties without delay.

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	14 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

5. Autre

NA

NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Ministry of justice

8.2. Exécution des décisions pénales

8.2.1 Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

Juge

Procureur

Services pénitentiaire et de probation

Agent d'exécution

Autre autorité (veuillez préciser) : The police enforce the penalty of seizure of driving license and safety measures of ban on driving a motor vehicle and expulsion of foreigners from the country; - The measure of compulsory psychiatric treatment without confiscation shall be executed in a health care institution designated by the court that imposed the measure; - When performing a profession, activity or duty is tied with approval of competent authority, the security measure of prohibition of performing a profession, activity or duty shall be enforced by the competent inspection; - The security measure of publication of the judgment is implemented by the media determined by the court of first instance; - Safeguard measures imposed for misdemeanour offenses and economic offenses are enforced in the manner provided for security measures imposed for a criminal offense; - The guardianship/custodial authority is authorised to carry out the corrective measures, except of prison sentences; - Educational measures of referral to an educational institution and referral to a special institution for treatment and training are carried out in the appropriate institutions.

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). The Directorate for the Enforcement of Penal Sanctions organises, implements and monitors the enforcement of a prison sentence, juvenile imprisonment, community service sanctions, probation with protective supervision, security measures of compulsory psychiatric treatment and confinement in a medical institution, compulsory treatment of drug addicts and mandatory treatment of alcoholics and educational measures of committal to a correctional home and supervises individuals on probation if the court decision orders the convict to fulfill an obligation.

The Directorate for the Enforcement of Penal Sanctions continuously implements the measures and activities prescribed by the Strategy for the Development of the System of Enforcement of Penal Sanctions by 2020 ("Official Gazette of the RS" No. 114/2013) and the Strategy for Reducing Overcrowding in Penitential Facilities in the Republic of Serbia by 2020 ("Official Gazette of the RS" No. 43/2017).

In accordance with the Strategy for Reducing Overcrowding in Penitential Facilities in the Republic of Serbia by 2020 and the Recommendations of the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, the Penal Enforcement Administration works to improve accommodation conditions and build capacities in prisons. The most important investment is the completion of the construction of a new prison in Pancevo for the accommodation of 555 persons deprived of freedom, which began working in October 2018. The Penal and Correctional Institution in Pancevo was built in accordance with the international standards in terms of accommodation for convicted persons, sports facilities, workshops, rooms for the accommodation of persons with disabilities; healthcare stations, hospital rooms and dental office fully equipped. The Institute is equipped with state-of-the-art security

protection systems.

In addition to building new accommodation facilities, the problem of overcrowding has also been addressed by the imposition of alternative sanctions. The number of the imposed alternative sanctions and measures increased in year 2018 compared to the previous period. In 2018, the Administration had 5000 decisions on pronounced alternative measures and sanctions, submitted for execution. The system of enforcement of alternative sanctions is constantly being improved, so that the enforcement of alternative sanctions currently covers 16.9% of the total number of criminal sanctions, which are within the competence of the Administration. The amendments to the Law on Execution of Criminal Sanctions from May 2019 provide for the possibility that even after the verdict becomes final, imprisonment of up to 1 year can be replaced by a sentence of house imprisonment, will further reduce the number of short-term imprisonments.

Based on the measures prescribed by the Strategy and the recommendations of the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, in the field of treatment and extension of treatment programs and activities for convicts, as well as the improvement of employee training, within the EU twinning project "Strengthening the Capacities of the Prison System in the RS" manuals were developed for the implementation of new treatment programs and education of trainers – employees in the service for the treatment and application of specialized treatment programs for prisoners and vulnerable groups of prisoners, all with the purpose of their successful reintegration.

Also, within the project of the Council of Europe, funded by the EU "Horizontal Facility for the Western Balkans and Turkey", under the section "Strengthening the protection of human rights of persons deprived of their freedom", general and specialized programs for offenders have been drawn up. Within the framework of this project, a preparation program for the release of convicted persons sentenced to imprisonment of more than 5 years was developed, with the involvement of representatives of the prisons, probation officers, the National Employment Service and non-governmental organizations.

Within the framework of this project, representatives of the Directorate for Enforcement of Criminal Sanctions also participated in the drafting of the Mental Health Strategy of the Ministry of Health, with the aim of establishing priorities for improving the protection of persons with mental disorders in prisons. The Special Prison Hospital participated in the experts' seminars of the Council of Europe dedicated to developing models of individualized treatment plans for psychiatric patients, with the representatives of all specialist psychiatric hospitals, and organized the education of hospital staff (physicians, sociologists, pedagogues and nurses).

With the support of the OSCE Mission to Serbia, a Network of NGOs has been established to deal with the post-penitentiary reception of prisoners and the provision of assistance and support after their release from prison. Trust offices (probation services) in the process of admitting persons after serving a sentence of imprisonment through the provision of assistance and support, will develop cooperation with the aforementioned institutions and organizations.

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

Oui

Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

80-100%

50-79%

Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires



192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	198 [] NA [] NAP	84 [] NA [] NAP	114 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	198 [] NA [] NAP	84 [] NA [] NAP	114 [] NA [] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination. The Chamber of Notaries submits the applications to the Ministry of Justice, and the notary is appointed by the Minister of Justice.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser):

Commentaires The fee in the amount of 1.000,00 EUR has been established for the purpose of the registration into the Register of notaries.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

Veuillez sélectionner une option

Authentification	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. Legality control of the document- Notary The notary is obliged to explain to the parties the meaning of the legal transaction, to point out its consequences and to examine whether the legal transaction is allowed, ie that it is not in conflict with regulations, public order and good customs. If he/she determines that the conditions referred to in this Article are not met, the notary shall refuse solemnization of the document. (Article 93 of Law on Public Notary)

Public Notary acts as court commissioner in a successions file (80% of all succession cases are distributed to notaries by courts)

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires Agreement on legal support, in accordance with the law, is made in the form of a notarial deed (exclusively) - Article 82 of Law on Public Notary; The marriage contract is concluded in the form of a notarized (solemnized) document. During the confirmation (solemnization) of the contract, the notary public is obliged to warn the contractors in particular that it excludes the legal regime of joint property, which is noted in the confirmation clause. The agreement on the division of the joint property of the spouses is concluded in the form of a notarial (solemnized) deed.

A statement of acknowledgment of paternity may be given in front of notary (not exclusively).

The form of a notarial deed may have:

- 1) record of the founding shareholders' meeting and other meeting of the joint stock company that has more than 100 shareholders, if it is provided by the founding act;
- 2) record from the session of another body of the joint stock company, when that body, in accordance with the law governing companies and the general act of that company, decides on issues within the competence of the general meeting.

The founding act of a company may stipulate that the form of a notarial deed must have the record of the meeting and other bodies of the

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser)in comments
- Aucun

Commentaires -Register of real estate contracts made in the form of a notarial act and real estate contracts concluded in the form of solemnized document is run by the basic court for real estate located in its territory.

-Register of accounts for natural persons run by National Bank of Serbia

- Register of address

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- Oui
- Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser : Register of Testaments

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Tout autre registre (veuillez préciser)	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Aucun	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaires - Central and Self-government Tax Register

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- Acte électronique
- Identification numérique
- Archivage numérique
- Autre, veuillez préciser
- Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- Notariat/ organisme professionnel
- Autres autorités publiques
- Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	(X)	()
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	(X)	()

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation : - Usage of electronic digital signature - Application for electronic communication with State Geodetic Authority - Judicial Informational System (data exchange portal)

I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Chamber of Notaries
Ministry of Justice - ICT Unit

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

(X) Oui

() Non

Commentaires Bylaw on Court Interpreters ('Official Gazette of the RS', no.: 35/2010, 80/2016 and 7/2017) proscribes rules on selection and work of court interpreters and translators. Based on the bylaws, appointed court interpreters and translators have the right to call themselves by this name and to make a court interpreter/translator seal, a sample of which they deposit with the court president, and with which they certify written translations and interpretations. Please see:

<https://www.mpravde.gov.rs/files/%D0%BF%D1%80%D0%B0%D0%B2%D0%B8%D0%BB%D0%BD%D0%B8%D0%BA%20%D0%BE%20%D1%81%D1%82%D0%B0%D0%BB%D0%BD%D0%B8%D0%BC%20%20%D1%81%D1%83%D0%B4%D1%81%D0%BA%D0%B8%D0%BC%20%D1%82%D1%83%D0%BC%D0%B0%D1%87%D0%B8%D0%BC%D0%B0.pdf>.

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle régie par des normes juridiques?

(X) Oui

() Non

Commentaires The Law on Organisation of Courts ('Official Gazette of the RS', no.: 116/2008, 104/2009, 101/2010, 31/2011 – other law, 78/2011 – other law, 101/2011, 101/2013, 106/2015, 40/2015 – other law, 13/2016, 108/2016 and 113/2017), Bylaw on Court Interpreters ('Official Gazette of the RS', no.: 35/2010, 80/2016 and 7/2017) and Rulebook on Remuneration for Expenses in Judicial Proceedings ('Official Gazette of RS No. 9 of 5 February 2016 and no. 62 of 13 July 2016) regulate the function of court interpreters. Criminal Procedure Code likewise proscribes relevant provisions (ex. regarding professional secrecy) as well as the Law on Notarial System, which regulates the role of court translators and interpreters within notarial procedure.

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[934]

[] NA

[] NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : The provisions of Civil Procedure Law and Criminal Procedure Law regarding experts shall apply accordingly to translators and interpreters.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[X] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection Ministry of Justice

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice Department for Judicial Professions; Registry of Ministry of Justice; Registry of the Secretariat of AP Vojvodina.

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

[X] Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

[X] Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

[] Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

(X) Oui

() Non

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

- national
- par circonscription administrative ou état fédéré
- par circonscription judiciaire
- autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

- Oui sur Internet
- Oui
- Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

- Le Ministère de la Justice
- Les tribunaux
- Un organe administratif
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ? If there is no court expert for a certain field of expertise entered in the register, according to procedural laws of RS, the expertise may be performed by a person of the appropriate profession to be determined by the court. The person appointed by the court is obliged to state that he will give expertise according to the rules of the profession and to the best of his knowledge and objectively.

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection : The Law on Judicial Experts specifies the appearance of the judicial experts' seal as well as the need for depositing of his/her signature with the Ministry of Justice. No one other than

appointed judicial experts may use such a seal and claim the title “sudski veštak” beside their name. Several criminal offences are prescribed by the Law on Judicial Experts which are a consequence of such protection. For example, 1) extortion of testimony (Article 136 CC) provides that an official who uses force or threat or other illicit means or inadmissible means in the course of his service in order to make a statement or other statement from a judicial witness shall be punished by imprisonment; 2) Giving false testimony (Article 335): a judicial expert who gives false testimony before a court, in disciplinary, misdemeanor or administrative proceedings or in other legally prescribed procedure, shall be punished by imprisonment; 3) Preventing and obstructing proof (Article 336) incriminates making or promising a gift or other benefit to a judicial expert or other participant in the proceedings before a court or other governmental authority.

203-1. L’expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	() Oui (X) Non
Formation continue	() Oui (X) Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l’expert
- autre

Commentaires

204. La fonction d’expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires

204-1. A l’occasion d’une mission qui lui est confiée, l’expert judiciaire est-il dans l’obligation de signaler ses éventuels conflits d’intérêt ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Civil Procedure Law: An expert witness may be excluded or removed for the same reasons as a judge or lay judge, and a person who has previously been heard as a witness may be appointed as an expert witness.

The party is obliged to submit a request for the disqualification of the expert when he learns that there is a reason for the disqualification, and at the latest before the beginning of the presentation of evidence by the expert.

In the request for disqualification of an expert, the party is obliged to state the circumstances on which it bases its request for disqualification.

The court decides on the request for exclusion and exclusion of the expert. The requested court shall decide on the exemption if it conducts the presentation of evidence by expert examination.

No appeal is allowed against the decision approving the request for the disqualification of the expert, and no special appeal is allowed against the decision rejecting the request.

If the party found out about the reason for exclusion or exclusion of the expert after the expertise and objects to the expertise for that reason, the court will act as if the request for exclusion or exclusion was submitted before the expert opinion.

Criminal Procedure Law: and an expert cannot be appointed a person who has been excluded (Article 93) or released (Article 94) from the

duty to testify, and if he has been appointed an expert, a court decision cannot be based on his expertise and opinion.

The reason for exemption from the duty of expertise (Article 37, paragraph 1) also exists in respect of a person who is employed by the injured party or defendant or is, together with them or some of them, employed by another employer.

As a rule, the person examined as a witness will not be appointed as an expert witness.

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	5 859 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires There are 91 legal entities that are registered to perform an expert examination.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le tribunal/juge	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Librement négocié entre l'expert et les parties	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : The amount and manner of compensation of costs and remuneration is determined in accordance with the regulation governing the reimbursement of costs in legal proceedings – a Ministry of Justice bylaw, Rulebook on Remuneration for Expenses in Judicial Proceedings ("Official Gazette of RS No. 9 of 5 February 2016 and no. 62 of 13 July 2016), which can be found at the following link: <https://www.mpravde.gov.rs/tekst/18081/pravilnik-o-naknadi-troskova-u-sudskim-postupcima-.php>.

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	(X)	()
Qualité de l'expertise	(X)	()
Autre	()	(X)

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent : The court determines the expertise by a special decision which contains: the subject of the dispute, the subject of the expertise, the deadline for submitting expertise in writing, the personal name or the name of the person entrusted with the expertise and data from the expert register. The deadline for submitting expertise to the court cannot be longer than 60 days.

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

(X) Oui

() Non

Si oui, veuillez préciser : The court will impose a fine of between 10,000 and 150,000 RSD on an expert who is a physical person, or from 30,000 to 1,000,000 RSD on a legal entity that performs an expert examination, if the expert does not come to the hearing, although she/he is duly called and the absence is not justified or if they fail to submit their findings and opinions within the deadline.

The court may impose a fine of between 10,000 and 150,000 RSD (expert physical person), or from 30,000 to 1,000,000 RSD (legal entity that performs the expert examination) if the expert refuses to perform an expert report without justified reasons. A responsible person in the legal entity conducting the expert examination in the aforementioned cases may also be fined from 10,000 to 150,000 RSD.

If an expert delivers an opinion and it is vague, incomplete or contradicted, the court will order the expert to supplement or correct the findings and opinions and determine the deadline for remedying the deficiencies, or ask the expert to make a statement at the hearing.

If the expert does not submit his/her findings and opinion within a specified time limit, the court may, at the request of the party, order the appointment of another expert, after the expiration of the deadline that the parties have decided to declare.

In the preceding two cases, the court expert will impose a fine in the amount mentioned above and will notify the Ministry of justice in order to initiate the procedure for the removal of experts from the register of court experts.

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[] Le processus de sélection

[] La formation initiale ou continue

[] Les procédures disciplinaires

[X] NAP

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice Department for Judicial Professions. The Register of Judicial Experts is available on the website of the Ministry of Justice, <http://www.mpravde.gov.rs/tekst/740/sudski-vestaci.php>. A register of legal entities is also kept by the Ministry of Justice and publicly available on the website of the Ministry: <http://www.mpravde.gov.rs/registar.php?id=3998>.

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : The Government of Serbia has adopted the National Strategy for the Development of Justice for the period 2020-2025. and the revised Action Plan for Chapter 23 in July 2020.

208-2. Budget

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Provision of legal aid is partially available in civil administrative and criminal proceedings. Implementation of the Law on Free Legal Aid in 2019 has significantly increased access to justice for all citizens. Moreover, the Law enables civil society organisations to continue providing free legal aid and support to vulnerable groups. The Law on Personal Data Protection also allows CSOs to provide free legal aid in the field of personal data protection.

In addition, Action Plan for Chapter 23 stipulates that Criminal Procedure Code will be amended to align with the new EU acquis on procedural safeguards, including:

- Directive 2013/48/EU of the European Parliament and of the Council on the right of access to a lawyer in criminal proceedings and in European arrest warrant proceedings, and on the right to have a third party informed upon deprivation of liberty and to communicate with third persons and with consular authorities while deprived of liberty
- Directive 2012/13/EU of the European Parliament and of the Council of 22 May 2012 on the right to information in criminal proceedings,
- Directive (EU) 2016/1919 of the European Parliament and of the Council of 26 October 2016 on legal aid for suspects and accused persons in criminal proceedings and for requested persons in European arrest warrant proceedings,
- Directive 2010/64/EU of the European Parliament and of the Council of 20 October 2010 on the right to interpretation and translation in criminal proceedings, •Directive (EU) 2016/800 of the European Parliament and of the Council of 11 May 2016 on procedural safeguards for children who are suspects or accused persons in criminal proceedings.

The National Strategy for Victim Support has been drafted with the support of IPA2016, envisaging also a number of changes aimed at improved victim protection. Adoption is expected in beginning of 2020. Moreover, the implementation of the Law on Free Legal Aid started, thus enabling improved protection of procedural rights of accused or suspected persons (cases which do not fall under mandatory defence prescribed by the CPC). Hence, the free legal aid law now enables better access to a lawyer for individuals who cannot cover the costs of defence due to financial status.

Finally, the Revised APCH23 prescribes alignment of the Civil Procedure Code and Criminal Procedure Code with the provisions of the Law on Free Legal Aid, to include this option in the relevant provisions.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Due to the Constitutional Amendments, it is planed until February 2023 the amendments of the Law on High Judicial Council to be adopted in order to align with the mentioned amendments.

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Due to the Constitutional Amendments, it is planned until February 2023 the amendments of the Law on State Prosecutorial Council to be adopted in order to align with the mentioned amendments.

Furthermore, in accordance with the Revised Plan for the Chapter 23, it is planned the Amendments of the Law on Notaries to be adopted by the end of 2022. Finally, trainings for judges and prosecutors will be organized in accordance with the annual program adopted by the Judicial Academy.

208-7. Parité hommes/ femmes

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The amendments of the Civil Procedure Code and Criminal Procedure Code as well as Criminal Code are planned to be adopted by the end of 2022.

In accordance with Revised Action Plan for Chapter 23, the reform of the Administrative court will be conducted by the end of 2023.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In accordance with Revised Action Plan for the Chapter 23, the Law on Mediation and the Strategy for Mediation are planned to be adopted by the end of 2022.

208-11. Lutte contre la criminalité

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The amendments of the Criminal Procedure Code as well as Criminal Code are planned to be adopted by the end of 2022.

208-12. Système pénitentiaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The Strategy for Prisons will be adopted during 2022.

208-13. La justice adaptée aux enfants

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In accordance with Revised Action Plan for the Chapter 23, the amendments of the Law on Juvenilles will be adopted during 2022.

208-14. La violence domestique

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The amendments of the Criminal Procedure Code as well as Criminal Code are planned to be adopted by the end of 2022.

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :